triomphe érigé au Marché-aux-Poissons. Elle nous apprend également que le premier étage de l'Hôtel de Ville n'étant point achevé, on organisa le bal donné par le Conseil de Régence au « Cercle littéraire » (à l'emplacement de l'actuel Cercle municipal). Aux pages 74—77 nous retrouvons l'exposé succinct que le Conseil fit au Roi au cours de l'audience du 24 juin, et cela au sujet des besoins de la ville et des améliorations réclamées par son administration.

Enfin nous y lisons qu'à la suite de cette première visite du Roi il y eut une promotion dans l'ordre royal du Lion néerlandais qui apporta à Schrobilgen la croix de chevalier.¹⁾

Le refus du Roi de ratifier le Traité du Zollverein du 8.8.1841 est vivement applaudi par Schrobilgen dans les numéros 77, 78, 79 et 86²⁾ du « Journal de la Ville ».

Quelques jours plus tôt, exactement le 21 du même mois, tous les membres du Conseil de régence (sauf deux, LAMORT et PAQUET père), avaient également exprimé leur satisfaction dans une adresse au Roi, adresse dont la contexture trahit la main de Schrobilgen.

Cette non-ratification aussi bien que la Constitution des Etats du 12 octobre sont l'œuvre de la Commission des neuf notables convoquée le 3 août à La Haye et dont Schrobilgen apprécia les travaux en des termes dithyrambiques dans le « Journal » du 27 novembre.³⁾

Sûrs de l'appui efficace d'un roi éclairé et d'un gouvernement composé entretemps uniquement de Luxembourgeois, se rendant enfin compte qu'il fallait se plier devant le droit des plus forts qui refusaient au pays une union économique ou avec la France ou avec la Belgique, nos arrière-grands-pères accueillirent l'accès au Zollverein (8.2.1842) avec un calme relatif.

Du point de vue économique il est incontestable que notre pays a tiré de sérieux avantages de l'Union douanière.

Malheureusement une telle union entraîne nécessairement des liens d'ordre culturel. Aussi les événements abhorrés de 1914 à 1918 et de 1940 à 1944 nous ont-ils péremptoirement prouvé combien étaient justifiées les appréhensions de nos aïeux qui craignaient un peu la prédiction de Voltaire parlant du siècle des Prussiens.

Et si le 19 février, tout en publiant le texte du Traité, le « Journal » — probablement sur l'instigation du Gouvernement — n'a pu s'abstenir d'adresser quelques paroles de politesse au germanique partenaire, ce n'est qu'en se payant cette consolation :

1) En dehors de cette distinction Schrobilgen fut, apparemment vers la même époque « gratifié par le Souverain d'une bague en diamants ». (L'Indép. Lux. du 10.1.1884).

2) M. A. CALMES (Der Zollanschluß des Großh. Luxembg. an Deutschland, 1919, p. 128) se demande, peut-être à tort, si ces articles dont le premier était signé « S », ne seraient pas à attribuer à Em. SERVAIS.

3) Aux lecteurs auxquels l'opinion de Schrobilgen pourrait, en l'occurrence, sembler suspecte, nous recommandons le 2^e article de la suite « La genèse de la Constitution de 1848 » par J. GOEDERT, Lxbger. Wort, janvier 1946. L'avènement au pouvoir du libéralisme conservateur et anticlérical y est fort bien décrit.